Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XX-2 | 2015

Le référendum sur l'indépendance écossaise du 18 septembre 2014

Avant-propos

Foreword

Nathalie Duclos

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/362>

DOI : 10.4000/rfcb.362

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Nathalie Duclos, « Avant-propos », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XX-2 | 2015, mis en ligne le 23 juillet 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/362> ; DOI : 10.4000/rfcb.362

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Avant-propos

Foreword

Nathalie Duclos

- 1 Que le référendum d'autodétermination écossaise du 18 septembre 2014 ait été un événement historique, nul ne peut le contester. Pour la première fois dans l'histoire de l'Écosse, ses habitants eurent le choix de se constituer en tant qu'État indépendant. Ils choisirent de demeurer au sein du Royaume-Uni, dans une proportion d'environ 55 %. Le scrutin fut aussi historique du fait du nombre de personnes qu'il mobilisa : après une longue campagne qui vit la création de multiples organisations (non seulement les deux organisations officielles pour le « oui » et pour le « non », mais aussi la *Radical Independence Campaign*, *National Collective*, ou encore *Women for Independence*), le référendum lui-même connut un taux de participation record, de quasiment 85 %. Comme le note Gilles Leydier dans son article, « [l]e précédent record à l'échelle britannique datait des élections législatives de 1950 (avec 83,9 % de participation) ». Encore pourrait-on ajouter que lors de ces élections, les Écossais avaient voté en moins grand nombre que la moyenne britannique, puisque le taux de participation ne s'était élevé qu'à 80,9 %, et que le record écossais depuis un siècle datait des élections de 1951, avec 81,2 % de participation.
- 2 Tous les Écossais s'accordent donc à penser que ce référendum fut historique. Il n'empêche qu'on n'en fait pas du tout la même lecture selon qu'on est « unioniste » (c'est-à-dire favorable au maintien de l'Écosse dans le Royaume-Uni) ou indépendantiste. Pour les unionistes, il fut la fin d'un cycle politique, et il s'agirait maintenant de passer à autre chose. Comme l'a clairement dit le Premier ministre britannique David Cameron le matin des résultats (soit le 19 septembre 2014), « nous avons entendu la voix de l'Écosse ; maintenant, les millions de voix venant d'Angleterre doivent elles aussi être entendues. »¹ Pour le parti conservateur, la question de l'indépendance écossaise a été réglée une bonne fois pour toutes, comme on peut le lire dans son programme électoral de 2015 : « nous avons organisé le référendum sur l'indépendance écossaise. C'était la bonne chose à faire, et la question de la place de l'Écosse dans le Royaume-Uni est désormais réglée. »² La dirigeante de la branche écossaise du parti travailliste au moment du référendum a présenté celui-ci dans les mêmes termes, comme « l'occasion de régler cette question

[constitutionnelle] une bonne fois pour toutes ».³ Pour les indépendantistes, loin d'être une fin, le référendum fut une étape fondamentale sur une route dont le point d'arrivée inéluctable sera l'indépendance. Comme l'a dit Alex Salmond, alors Premier ministre écossais, le jour d'après le référendum, « nous avons entrepris un voyage (...) ne nous attardons pas sur la distance que nous avons encore à franchir. Attardons-nous sur la distance que nous avons parcourue ».⁴

- 3 En plus d'être historique, ce référendum fut-il un événement unique en son genre ? Les trois premiers articles de ce numéro se penchent sur la question, à travers une mise en contexte historique et internationale du référendum écossais, articles suivis d'un quatrième qui en présente les résultats dans le détail. Matt Qvortrup rappelle qu'il n'est bien sûr ni le premier référendum d'autodétermination, ni « à plus forte raison le plus crucial » à avoir été organisé à ce jour. Son article présente ainsi l'ensemble des référendums de ce type organisés dans le monde depuis la fin du XIX^e siècle. De son vaste panorama historique, on retiendra notamment deux faits étonnants. Parmi les référendums d'autodétermination organisés à l'échelle régionale ou infra-étatique, pas un seul n'a abouti à l'indépendance du territoire concerné. Quant aux référendums organisés à l'échelle nationale-étatique, la plupart l'ont été dans des pays aux traditions démocratiques peu ancrées ; pourtant, les seuls à avoir échoué furent ceux organisés dans des pays aux traditions démocratiques bien établies. On comprend aussi que la majorité simple (de 50 % plus une voix) requise pour le référendum écossais, ainsi que l'interdiction pour les non-résidents de voter, sont dans la norme internationale. Enfin, le débat écossais autour de la formulation de la question soumise à référendum fut lui aussi loin d'être exceptionnel, mais il fut assez vain, puisque dans le cas des référendums portant sur l'indépendance d'un territoire, la formulation semble n'avoir aucune influence sur le choix des votants.
- 4 L'article de Jacques Leruez revient pour sa part sur trois référendums passés : celui du 5 juin 1975, sur le maintien britannique dans la C.E.E., premier référendum organisé à l'échelle du Royaume-Uni, et ceux du 1^{er} mars 1979 et du 11 septembre 1997, sur la création d'une assemblée ou d'un parlement écossais autonome. Si le référendum de 2014 peut être considéré comme l'héritier de ceux de 1979 et de 1997, à l'occasion desquels la population écossaise avait déjà eu à s'exprimer sur la place de l'Écosse au sein du Royaume-Uni, il s'apparente davantage à celui de 1997, de nature pré-législative, qu'à celui de 1979, qui avait été un référendum de validation d'un texte de loi déjà voté.
- 5 L'article de Nathalie Duclos (l'auteur de cet avant-propos) compare le référendum écossais de 2014 à celui organisé quelques semaines plus tard en Catalogne, un territoire qui, comme l'Écosse, jouit au sein de l'État auquel il appartient d'une large autonomie, et dont une part croissante de la population souhaite l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne. Une telle comparaison fait ressortir certaines des spécificités internationales du référendum écossais, au premier plan desquelles on peut citer la légalité : ce référendum a été organisé par les institutions écossaises autonomes avec l'aval des institutions centrales britanniques, qui s'étaient formellement engagées à en respecter les résultats. L'auteur tend à démontrer que cette spécificité découle avant tout de deux autres différences entre les cas écossais et catalan : d'une part, le fait que l'Écosse soit unanimement reconnue comme une nation à part entière, disposant d'un droit à l'autodétermination, et d'autre part, la préférence britannique pour un règlement des questions constitutionnelles par la voie politique plutôt que par la voie constitutionnelle et judiciaire.

- 6 Après cette mise en perspective du référendum écossais de 2014, Gilles Leydier nous en présente les résultats. Son analyse du comportement électoral lui permet notamment de dresser le portrait-type de l'électeur qui a voté « oui » le 18 septembre 2014 : il s'agit bien souvent d'un « homme jeune, né en Écosse, appartenant à la classe ouvrière et vivant dans un environnement social dégradé ». L'auteur se penche aussi sur « deux autres éléments de différenciation interne à l'électorat écossais » : l'affiliation religieuse et l'identité nationale. Il en conclut que « les Écossais se revendiquant de l'Église d'Écosse (presbytérienne) ont majoritairement voté 'non', tandis que l'électorat catholique était beaucoup plus enclin à voter 'oui' », et que ce sont surtout les Écossais se sentant « exclusivement écossais » (par opposition à « majoritairement écossais » et à « aussi écossais que britannique ») qui ont voté pour l'indépendance.
- 7 La seconde partie de ce numéro se penche sur la campagne référendaire. Les articles d'Annie Thiec, de Peter Lynch et de Fiona Simpkins l'examinent au plan structurel, par une analyse des stratégies de campagne des partis et organisations pour le « oui » et pour le « non », tandis que ceux d'Edwige Camp-Pietrain et de Pauline Schnapper sont consacrés à l'étude de deux des thèmes centraux de la campagne : la question de la monnaie d'une Écosse indépendante, et celle de la place de l'Écosse dans l'Union européenne, plus que jamais d'actualité dans la perspective d'un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'U.E., prévu pour 2016 ou 2017. Thiec met en évidence le fait que la campagne pour le « oui » ne n'est pas résumée à la campagne du SNP. Pour elle, il y eut « deux campagnes en parallèle, une campagne dans les médias dominée dans une large mesure par le SNP, et une campagne de terrain qui a impliqué un certain nombre de groupes extra-parlementaires créés à la suite de l'élection au pouvoir du SNP en 2011 ».
- 8 C'est cette dernière qui pourrait, selon Thiec mais aussi selon Lynch, poser les fondements d'un mouvement national pour l'indépendance. Lynch, pour sa part, met l'accent sur les techniques modernes (notamment par l'intermédiaire des réseaux sociaux numériques) utilisées dans le cadre de ce qu'il appelle une campagne « hybride » pour le « oui », une campagne née « à la fois intentionnellement et par accident ».
- 9 Simpkins démontre que la campagne pour le « non », *Better Together*, fut beaucoup plus centralisée, tout en s'en inspirant grandement, notamment à travers la création de groupes d'intérêts spécifiques tels que *Rural Better Together* ou *Academics Together*. Les difficultés qu'eurent les trois grands partis unionistes à travailler de concert, au vu de leurs différences idéologiques et même de leurs préférences constitutionnelles, ainsi que de leurs objectifs électoraux à moyen terme, ont abouti à la création de campagnes à visée unioniste parallèles à *Better Together* : *United with Labour* du côté travailliste et *Conservative Friends of the Union* du côté conservateur.
- 10 Camp-Pietrain analyse le débat autour de la question de la monnaie d'une Écosse indépendante, qui est selon elle devenu emblématique du débat sur l'indépendance en général, ainsi que du débat sur la faculté pour l'Écosse de « mener des politiques économiques et sociales distinctes ». Elle estime que ce sont les incertitudes persistantes concernant cette question qui ont « incité les derniers électeurs indécis à privilégier le Royaume-Uni » et à rejeter l'option de l'indépendance.
- 11 Enfin, Schnapper étudie l'enjeu européen lors de la campagne référendaire de 2014, et elle examine la dialectique qui s'est établie entre le référendum écossais et le futur référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'U.E., dont l'organisation faisait l'objet d'un projet de loi (dit *European Union Referendum Bill*) voté en deuxième lecture à la

Chambre des Communes à la fin du mois de mai 2015. Elle met notamment en lumière la stratégie du SNP, qui a tourné l'enjeu européen en argument pour l'indépendance, en présentant cette dernière comme le meilleur moyen de garantir le maintien de l'Écosse au sein de l'UE, dans un contexte de sortie possible du Royaume-Uni de cette dernière. Elle souligne toutefois que l'enjeu européen n'a eu qu'un faible impact sur le résultat du référendum écossais.

- 12 En revanche, le futur référendum européen pourrait avoir pour conséquence l'organisation d'un second référendum sur l'indépendance écossaise. Imaginons un scénario, plausible, dans lequel le Royaume-Uni dans son ensemble vote en faveur de la sortie de l'U.E., tandis que l'Écosse vote pour le maintien. Ce scénario provoquerait sans aucun doute une grave crise politique, et peut-être même une crise constitutionnelle, qui pourrait rendre légitime l'organisation d'un nouveau référendum écossais. Un tel référendum pourrait dans ce contexte avoir des résultats très différents de celui de 2014 – et non pas dans le sens espéré par les unionistes.
- 13 Le référendum sur l'indépendance écossaise a déjà changé le paysage politique et institutionnel britannique. Tous les partis indépendantistes (le SNP, les Verts écossais et le *Scottish Socialist Party*) ont gagné de nouveaux membres, pour les deux premiers de façon spectaculaire, au point qu'ils prétendent désormais compter davantage d'adhérents que le parti libéral-démocrate (dont l'assise territoriale est pourtant bien plus grande). Les organisations indépendantistes formées pendant la campagne, que ce soit la *Radical Independence Campaign*, *Women for Independence*, ou *National Collective*, ont toutes fait le choix de continuer d'exister après le référendum. La promesse de pouvoirs supplémentaires dévolus à l'Écosse faite quelques jours avant le référendum par les trois principaux partis unionistes a déjà eu des effets concrets : d'abord la création d'une commission (dite commission Smith), qui a fait un certain nombre de recommandations, puis un projet de loi (le *Scotland Bill*) actuellement en débat à la Chambre des Communes, projet largement mais non entièrement fidèle aux recommandations de la commission.
- 14 Par ailleurs, le référendum a eu un effet indéniable sur le résultat des élections législatives britanniques de mai 2015. Paradoxalement, après avoir rejeté l'option de l'indépendance à une petite majorité à l'occasion du référendum, les Écossais ont voté en masse pour le SNP lors des élections, au point qu'ils ont quasiment balayé de leur pays le parti travailliste, qui n'y a gardé qu'un unique siège ; pourtant, l'Écosse avait plébiscité le parti travailliste à toutes les élections législatives britanniques sans exception depuis 1959 (ou 1964 si l'on considère les votes exprimés plutôt que les sièges obtenus). Le SNP n'a pas réussi à convaincre une majorité d'Écossais d'oser voter pour l'indépendance, mais il est clairement devenu leur parti préféré. On n'a donc pas fini de voir les conséquences du référendum écossais de 2014, dont le principal effet pourrait être d'avoir durablement fait de la question de l'indépendance la principale ligne de fracture politique en Écosse, en lieu et place de la traditionnelle division gauche-droite jusque-là au cœur des préoccupations des Écossais.

NOTES

1. “We have heard the voice of Scotland – and now the millions of voices of England must also be heard.” (David Cameron, discours donné devant le n°10 Downing Street, 19 septembre 2014).
 2. “We held the referendum on Scottish independence. It was the right thing to do, and the question of Scotland’s place in the United Kingdom is now settled.” Manifeste conservateur pour les élections législatives britanniques de 2015, p. 69.
 3. “the opportunity to settle this question once and for all”. Johann Lamont, discours au Parlement écossais, *Official Report*, 21 août 2014, <http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/report.aspx?r=9499>.
 4. “we are on a journey (...) let us not dwell on the distance we have fallen short. Let us dwell on the distance we have travelled”. Alex Salmond, discours du 19 septembre 2014.
-

AUTEUR

NATHALIE DUCLOS

Université de Toulouse 2-Jean Jaurès